SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 28 MARS 1881.

Rapport de la Commission de la Justice chargée d'examiner le Projet de Loi contenant le Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1881.

(Voir les N^{os} 91, IV, session 1879-80, 31, 71 et 73, session 1880-1881,
de la Chambre des Représentants, et 34, même session, du Sénat.)

Présents: MM. LÉPOIVRE, Président, le Comte DE RIBAUCCOURT, MACAU, DE-
LECOURT, PIRON, VAN VRECKEM et DEWANDRE, Rapporteur.

MESSIEURS,

L'examen du projet de Budget au sein de la Commission, n'a provoqué aucune observation de détail. Le débat n'a porté que sur le chapitre VIII, relatif aux cultes.

Les réductions proposées sur quelques-unes des allocations attribuées au culte catholique ont soulevé dans la presse et à la Chambre de longues discussions sur l'origine et l'étendue des droits du clergé sur les fonds du Budget.

Sans doute, pour ceux qui sont convaincus que l'église catholique est une vraie et parfaite société, pleinement libre, ayant, de droit divin, le droit d'acquiescer et de posséder, l'État, en s'emparant, au siècle dernier, des biens du clergé catholique, a fait acte de spoliation : il doit restituer.

Mais ainsi ne pensent pas ceux qui, avec la Constitution belge, croient que le culte catholique est, devant l'État, l'égal des autres cultes; qu'il n'a et ne peut avoir de personnification civile que si l'État la lui confère, dans les limites tracées par lui, et qu'il peut modifier lorsqu'il le croit utile.

Si l'article 117 de la Constitution a mis les traitements et les pensions des ministres du culte catholique à la charge de l'État, ce n'est qu'en le plaçant au même rang que tous les autres cultes reconnus, et en consacrant, dans l'article 14, la liberté des cultes.

Les droits accordés par la Constitution au catholicisme ne lui ont attribué aucune prééminence légale sur les autres religions; vis-à-vis de toutes, l'État a, en principe, les mêmes devoirs, à raison du service social qu'elles rendent. Toutefois il doit, dans la répartition des sommes qu'il leur paie, tenir compte, pour chacune d'elles, de l'étendue de ce service social et, par suite, du nombre des fidèles sur lesquels elle agit.

La première conséquence de ce principe est que l'État a le droit et le devoir

de s'enquérir de ce nombre, des modifications qu'il subit, et de changer en conséquence le chiffre de ses subsides.

S'il n'en était pas ainsi, il faudrait admettre que l'article 117 de la Constitution, en mettant les traitements des ministres des cultes à la charge de l'Etat, mais sans en déterminer elle-même le chiffre, a eu en vue celui qui existait alors; que ce chiffre est constitutionnel, immuable; que la Législature a eu tort de l'augmenter depuis 1831 et qu'elle doit le ramener immédiatement à ce qu'il était alors.

Mais là n'est pas la vérité: la Constitution a voulu laisser à la Législature le soin d'apprécier, chaque année, et de porter dans le budget la somme variable des traitements et des pensions pour chaque culte.

Cette question ne soulèverait pas le moindre doute, si, au lieu de se présenter pour le culte catholique, elle était soulevée à propos d'un autre culte: du protestantisme ou du judaïsme, par exemple.

Si un jour on pouvait établir qu'il n'existe plus de protestants en Belgique, on ne trouverait certainement personne, même parmi les catholiques, pour soutenir que la Constitution oblige à maintenir au Budget les traitements des ministres protestants.

L'enquête scolaire établit qu'une fraction notable de la population commence à s'éloigner du culte catholique; si cette séparation se maintenait, si l'augmentation de plus en plus grande des enterrements civils attestait publiquement l'abandon volontaire, réfléchi, persistant de la religion catholique par des personnes qui y sont nées, le Gouvernement et la Législature auraient à en tenir compte dans la confection des budgets futurs.

Dans celui qui vous est soumis, le Gouvernement et la Chambre se sont bornés à quelques réductions sur des allocations qui ne sont ni des traitements, ni des pensions des ministres des cultes, et dont la suppression ne touche à aucun principe constitutionnel.

Tels sont les subsides aux séminaires. Dès 1849, l'Etat a cessé de les payer au séminaire de Liège, et personne n'a pensé à soutenir alors que la Constitution s'opposait à cette suppression.

Deux motifs doivent la faire étendre aujourd'hui aux autres séminaires.

D'abord, la suffisance de leurs ressources; puis leur attitude vis-à-vis de l'Etat, leur enseignement contraire à la Constitution et aux lois.

L'Etat ne doit pas, ne peut pas subsidier des établissements où, au lieu de développer l'action conciliante, modératrice que devrait avoir la religion, on enseigne le mépris de notre Constitution, la révolte contre les lois, contre le Gouvernement; où l'on prêche la discorde et la haine, le mépris de l'autorité paternelle, de l'autorité maritale lorsqu'elles sont en opposition avec les exigences politiques du clergé.

Le clergé catholique prétend aujourd'hui avoir, comme tel, une mission politique à remplir. Il ne peut exiger de l'Etat qu'il l'y aide par des subsides.

Votre Commission de la Justice, à la majorité de cinq voix contre deux, approuve donc les réductions proposées par le Gouvernement et votées par la Chambre, et elle vous propose l'adoption du Budget.

Les deux membres opposants ont fondé leur vote sur les considérations qui ont été présentées à la Chambre par la minorité au sujet des modifications apportées au chapitre VIII du Budget.

Le Rapporteur,
B. DEWANDRE.

Le Président,
E.-O. LEPOIVRE.